

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 16 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SABLIÈRES COGNARD SAS

2 Impasse des Royes
71130 Gueugnon

Références : AC/MV/2023/C_067
Code AIOT : 0005426365

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement SABLIÈRES COGNARD SAS implanté Lieu-dit Chazey 71130 Gueugnon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRES COGNARD SAS
- Lieu-dit Chazey 71130 Gueugnon
- Code AIOT : 0005426365
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière alluvionnaire en eau autorisée par arrêté préfectoral du 05 octobre 2017 pour 19 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : situation du phasage d'exploitation, volumes de production, sécurisation du site, eaux superficielles, eaux souterraines, bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 10.4.1	/	Sans objet
6	Auto surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 10.2.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Quantités de production autorisées	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 1.2.3	/	Sans objet
3	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 1.5	/	Sans objet
4	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.2.3	/	Sans objet
7	Conduite et phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.3.6	/	Sans objet
8	Stockage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.3.8	/	Sans objet
9	Aire étanche de ravitaillement et de stationnement	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 4.3.3	/	Sans objet
10	Emergences acoustiques	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 7.2.1	/	Sans objet
11	Niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 7.2.2	/	Sans objet
12	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 10.2.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, l'inspection n'a pas relevé de graves manquements sur les thèmes et points de contrôle abordés. L'exploitant doit toutefois compléter son réseau de surveillance des eaux souterraines par piézomètre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantités de production autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 1.2.3		
Thème(s) : Situation administrative		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 165 000 tonnes/an au maximum la première année, avec une production moyenne autorisée de 150 000 tonnes/an, la première année avec une diminution de 2 % par an calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté et selon les données du tableau suivant :		
Phase 1	Volume (m3)	Tonnage (t)
Année 1	83333	150000
Année 2	81667	147000
Année 3	80033	144060
Année 4	78433	141179
Année 5	76864	138355
La cote minimale d'extraction est de 227,4 m NGF.		
Constats : Les quantités de matériaux extraits depuis le démarrage de l'exploitation sont en tonnes:		
2018	Année 1	144000
2019	Année 2	119000
2020	Année 3	129000
2021	Année 4	123000
2022	Année 5	113000
Ces quantités sont obtenues par pesée en continu au niveau du tapis convoyeur en entrée des installations de traitement sur le site voisin de l'exploitant.		
La cote minimale d'extraction est à 231,5 m NGF au niveau du plan d'eau en cours d'extraction.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 10.4.1		
Thème(s) : Situation administrative		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, • les bords de la fouille, • les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, • les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, • les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité, 		

<ul style="list-style-type: none"> la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>Ce plan doit être réalisé par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
<p>Constats : Les relevés topographiques de l'emprise en exploitation ont été réalisés le 4 janvier 2023 par la société VERITAS. Le plan a été réalisé par la société BOUHET avec les données topographiques relevées par VERITAS.</p> <p>Non-conformités : - les zones de stocks en transit des matériaux extraits n'apparaissent pas clairement sur le plan, - les zones définitivement remises en état et en cours de remise en état n'apparaissent pas clairement sur le plan, - absence de plan d'exploitation relevé par un géomètre expert en fin de phase 1.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Périmètre d'éloignement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>La distance minimale séparant les limites de l'extraction des limites du lit mineur s'établit à 70 m.</p>
<p>Constats : Les bords d'excavations sont à plus de 10 mètres des limites de l'emprise autorisée.</p> <p>Le long de la berge de l'Arroux le retrait de 70 mètres des bords de l'excavation est respecté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Clôtures et barrières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.</p>

<p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie,...) sont disponibles à proximité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les zones en exploitation sont clôturées. Une barrière est présente à l'entrée principale de la carrière coté Est.</p> <p>Des panneaux d'interdiction d'entrer et de dangers sont présents au niveau de la barrière et le long des clôtures.</p> <p>Des panneaux sont présents à proximité du plan d'eau en cours d'extraction pour signaler le risque de noyade.</p> <p>Des moyens de secours sont présents au bord du plan d'eau en cours d'extraction : barque, bouée et ligne de vie.</p> <p>Observation : une partie de la clôture à proximité de l'entrée "est" de la carrière est à renforcer par des piquets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Auto surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 10.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de surveillance</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place, avant le début de l'exploitation de la carrière, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué d'au minimum 3 piézomètres (un en amont et deux en aval hydraulique).</p> <p>Cette surveillance pourra être réalisée à partir des piézomètres existants sur le site, sous réserve de leur fonctionnalité (voir plan en annexe 5).</p>
<p>Constats :</p> <p>Actuellement 5 piézomètres sont implantés et exploitables en périphérie des surfaces d'exploitation dans l'emprise autorisée.</p> <p>Suivant le sens d'écoulement de la nappe phréatique, il apparaît selon la saison qu'un seul piézomètre se situe en aval hydraulique (PZ4). Le deuxième piézomètre en aval hydraulique dans ce cas de figure (PZ5) a été démantelé car situé dans la zone d'extraction.</p> <p>Non-conformité : le suivi des eaux souterraines ne comporte plus un minimum de deux piézomètres en aval hydraulique selon le sens d'écoulement de la nappe phréatique variable selon les périodes saisonnières.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Conduite et phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.3.6
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site en annexes 2 et 3 du présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au Préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement. L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide d'une pelle mécanique, puis les matériaux sont évacués (ou stockés provisoirement pour égouttage) vers le site de traitement de « Petit Chazey » situé au Nord de l'emprise d'autorisation, par un convoyeur à bande.
Constats : La phase 1 de l'exploitation est terminée. L'exploitation se trouve actuellement dans la phase 2. La remise en état est coordonnée à l'avancement des travaux d'extraction en particulier au niveau des berges du plan d'eau qui ne seront plus extraites. La remise en état des surfaces de la phase 1 est partielle. Les matériaux extraits à la pelle mécanique sont évacués vers le site de traitement voisin par tapis convoyeur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Stockage des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.3.8
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur des stocks est limitée à 5 mètres.
Constats : Les stocks provisoires de matériaux dans l'emprise autorisée ont une hauteur inférieure à 5 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Aire étanche de ravitaillement et de stationnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche mobile. Les eaux éventuellement collectées sur cette aire mobile doivent être stockées puis évacuées vers une filière de traitement de déchets appropriée.
Constats : Une aire étanche de ravitaillement en carburants et de stationnement des engins en béton est présente dans l'emprise autorisée proche de l'entrée principale de la carrière. L'aire est reliée à un dispositif de traitement des eaux de ruissellement potentiellement polluées par décanteur/séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Emergences acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée. Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés: - 6 dB(A) si* supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) - 5 dB(A) si* supérieur à 45 dB(A) *Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe 4 au présent arrêté.
Constats : Une campagne de mesures de bruit a été réalisée par Sciences Environnement le 26 janvier 2023. Les résultats selon le rapport du bureau d'études sont conformes pour les deux points en émergence situés à 220 m à l'Est de l'emprise (Centre de Formation Agricole) et à 600 m au Nord de l'emprise (ferme).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : Période de jour (allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés) Niveau sonore limite admissible: 70 dB(A)
Constats : Une campagne de mesures de bruit a été réalisée par Sciences Environnement le 26 janvier 2023. Les résultats selon le rapport du bureau d'études, en niveaux limites de bruit, sont conformes en limite d'emprise autorisée coté Est.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 10.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants : Niveau eau, T, pH, MES, HCT, DCO, conductivité, Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées. Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement. Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).
Constats : Le bureau d'études Sciences Environnement réalise annuellement deux campagnes de mesures des eaux souterraines en périodes de "hautes" et "basses" eaux à partir des piézomètres implantés dans l'emprise de la carrière. Les mesures portent sur les niveaux d'eau (pour les 5 ouvrages), la température, le pH, la conductivité, les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures totaux (seulement pour 3 ouvrages en amont et en aval hydraulique). Les résultats sont comparés aux valeurs limites de référence de la qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau de consommation humaine (arrêté modifié du 11 janvier 2007).

Les rapports du bureau d'études détaillent les résultats des mesures, les anomalies ou dépassements éventuels, le sens d'écoulement de la nappe, les commentaires, les conclusions et préconisations.

Une carte des courbes piézométriques avec le sens d'écoulement de la nappe figure dans chaque rapport.

Globalement, les derniers suivis (depuis 2020) ne mettent pas en évidence de pollution dans les eaux souterraines liée à l'activité de la carrière.

Observation: Une campagne de mesure devra être renouvelée dès l'implantation du second piézomètre reconstitué en aval hydraulique (PZ5).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet